Modifications aux Statuts et règlements

Actuel	Proposé
Article 83 VICE-RECTEUR, VICE-RECTRICE À L'ADMINISTRATION ET AUX RESSOURCES HUMAINES	Article 83 VICE-RECTEUR, VICE-RECTRICE À L'ADMINISTRATION ET AUX RESSOURCES HUMAINES
<p style="text-align: center;">ATTRIBUTIONS</p> <p>(4) Le vice-recteur ou la vice-rectrice à l'administration et aux ressources humaines :</p>	<p style="text-align: center;">ATTRIBUTIONS</p> <p>(4) Le vice-recteur ou la vice-rectrice à l'administration et aux ressources humaines :</p>
<p>a) informe et conseille le recteur ou la rectrice et vice-chancelier dans le domaine des ressources humaines et en matière administrative et financière;</p>	<p>a) informe et conseille le recteur ou la rectrice et vice-chancelier dans le domaine des ressources humaines et en matière administrative et financière;</p>
<p>b) assure la planification des ressources humaines, matérielles et financières;</p>	<p>b) assure la direction et la planification des ressources humaines, matérielles et financières;</p>
<p>c) établit et supervise des systèmes efficaces de gestion équitable des ressources humaines;</p>	<p>c) établit et supervise des systèmes efficaces de gestion équitable des ressources humaines;</p>
<p>d) voit à la promotion de la qualité et de la formation continue du personnel en collaboration avec la vice-rectrice ou le vice-recteur concerné;</p>	<p>d) voit à la promotion de la qualité et de la formation continue du personnel en collaboration avec la vice-rectrice ou le vice-recteur concerné;</p>
<p>e) est responsable de l'engagement du personnel, compte tenu de l'attribution k) du profil de fonction du vice-recteur ou de la vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche;</p>	<p>e) est responsable de l'engagement du personnel, compte tenu de l'attribution k) du profil de fonction du vice-recteur ou de la vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche;</p>
<p>f) est responsable du système de comptabilité et de contrôle couvrant toutes les opérations financières de l'Université;</p>	<p>f) est responsable du système de comptabilité et de contrôle couvrant toutes les opérations financières de l'Université;</p>
<p>g) voit à la préparation et au contrôle du budget de fonctionnement;</p>	<p>g) voit à la préparation et au contrôle du budget de fonctionnement;</p>
<p>h) établit et actualise le plan et le budget à long terme des immobilisations;</p>	<p>h) établit et actualise le plan et le budget à long terme des immobilisations;</p>
<p>i) recommande et met en œuvre les politiques approuvées en matière de ressources humaines, de services administratifs et de finances;</p>	<p>i) recommande et met en œuvre les politiques approuvées en matière de ressources humaines, de services administratifs et de finances;</p>

j) est responsable des statistiques financières officielles de l'Université et contresigne toutes statistiques ayant des incidences financières;	j) est responsable des statistiques financières officielles de l'Université et contresigne toutes statistiques ayant des incidences financières;
k) facilite le travail du vérificateur ou de la vérificatrice externe;	k) facilite le travail du vérificateur ou de la vérificatrice externe;
l) est le supérieur ou la supérieure hiérarchique des directeurs ou des directrices des relations du travail, des affaires professorales, des services du personnel, et des directeurs ou des directrices des services administratifs ou financiers de chaque constituante;	l) est le supérieur ou la supérieure hiérarchique des directeurs ou des directrices des relations du travail, des affaires professorales, des services du personnel, et des directeurs ou des directrices des services administratifs ou financiers de chaque constituante;
m) recommande aux autorités de l'Université l'approbation des règlements ou directives relevant des domaines de sa compétence et voit à leur application;	m) recommande aux autorités de l'Université l'approbation des règlements ou directives relevant des domaines de sa compétence et voit à leur application;
n) établit des liens et favorise les échanges entre les constituantes et les secteurs de l'Université;	n) établit des liens et favorise les échanges entre les constituantes et les secteurs de l'Université;
o) assiste le recteur ou la rectrice et vice-chancelier dans l'élaboration et la mise en œuvre du <i>Plan stratégique</i> de l'Université et recommande les priorités dans son secteur de compétence;	o) assiste le recteur ou la rectrice et vice-chancelier dans l'élaboration et la mise en œuvre du <i>Plan stratégique</i> de l'Université et recommande les priorités dans son secteur de compétence;
p) évalue les cadres dont il ou elle est le supérieur ou la supérieure hiérarchique;	p) évalue les cadres dont il ou elle est le supérieur ou la supérieure hiérarchique;
q) soumet au recteur ou à la rectrice et vice-chancelier les rapports requis sur toute question relevant de sa compétence;	q) soumet au recteur ou à la rectrice et vice-chancelier les rapports requis sur toute question relevant de sa compétence;
r) accomplit toute autre tâche que lui confie le recteur ou la rectrice et vice-chancelier;	r) accomplit toute autre tâche que lui confie le recteur ou la rectrice et vice-chancelier;
s) voit à son perfectionnement professionnel.	s) voit à son perfectionnement professionnel.

CCJ-110131

UNIVERSITÉ DE MONCTON
COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

Réunion du 31 janvier 2011

9 heures

Salon du Chancelier Pavillon Léopold-Taillon

Campus de Moncton

PRÉSENCES**Membres**

Étienne Dako
Yvon Fontaine
Justin Guitard
Louis Léger
Vaughne Madden
Roseline Paulin
Edgar Robichaud, président

Personnes invitées

Neil Boucher, vice-recteur à l'enseignement
et à la recherche (VRER)
Lynne Castonguay, secrétaire générale
Nassir El-Jabi, vice-recteur à l'administration
et aux ressources humaines (VRARH)

Personne excusée : André G. Richard**Table des matières**

1.	Ouverture	2
2.	Adoption de l'ordre du jour	2
3.	Correspondance	2
4.	Adoption du procès-verbal CCJ-101006	2
5.	Affaires découlant du procès-verbal	2
5.1	(6.1) Évaluation des programmes en administration scolaire	2
6.	Rapport d'évaluation des programmes	4
6.1	Mineure en français langue seconde	4
6.2	Art dramatique	5
7.	Calendrier des évaluations de programmes	6
8.	Suivi du Sénat académique SAC-101029	6
8.1	Recommandations liées au Rapport du Comité <i>ad hoc</i> sur la viabilité des programmes	6
9.	Suivi du Conseil des gouverneurs CGV-101127	6
10.	Affaires nouvelles	6
11.	Prochaine réunion	6
12.	Clôture	7
	Document A - Évaluation des programmes en administration scolaire	8
	Document B - Évaluation de la Mineure en français langue seconde	17
	Document C - Calendrier des évaluations de programmes	24
	Document D - Recommandations 1, 2 et 11 du Rapport du Comité <i>ad hoc</i> sur la viabilité des programmes	33

1. OUVERTURE

Le président souhaite la bienvenue aux membres, constate le quorum et déclare la réunion ouverte. Il est 9 h 6.

Le président indique que Justin Guitard se joindra au comité vers 9 h 30.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

R : 01-CCJ-110131

Roseline Paulin, appuyée par Étienne Dako, propose :

« Que l'ordre du jour CCJ-110131 soit adopté tel qu'il a été présenté. »

Vote sur R01

unanime

ADOPTÉE

3. CORRESPONDANCE

Aucune.

4. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL CCJ-101006

Correction :

Page 4, point 6.2, troisième paragraphe, il faut lire : « que le programme soit mis... ».

R : 02-CCJ-110131

Yvon Fontaine, appuyé par Étienne Dako, propose :

« Que le procès-verbal CCJ-101006 soit adopté tel qu'il a été corrigé. »

Vote sur R02

unanime

ADOPTÉE

5. AFFAIRES DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL

5.1 (6.1) Évaluation des programmes en administration scolaire

Voir le Document A, p. 8-16

Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche présente les réponses aux questions posées dans le procès-verbal CCJ-101006. Celles-ci traitent des questions liées aux inscriptions au programme de Maîtrise ès arts en éducation (administration scolaire), aux modalités d'encadrement de la thèse, au décompte des crédits d'encadrement et aux profils des étudiantes et des étudiants. Le Comité est satisfait des réponses reçues. Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche présente les sept recommandations.

R : 03-CCJ-110131

Roseline Paulin, appuyée par Étienne Dako, propose :

« Le Comité conjoint de la planification recommande au Sénat académique et au Conseil des gouverneurs l'adoption des recommandations suivantes :

RECOMMANDATION 1

Que les programmes de Maîtrise en éducation (administration scolaire) et de Maîtrise ès arts en éducation (administration scolaire) soient maintenus moyennant les modifications proposées dans les recommandations qui suivent.

5.1 **(6.1) Évaluation des programmes en administration scolaire** (suite)

R : 03-CCJ-110131 (suite)

RECOMMANDATION 2

Que la Faculté des sciences de l'éducation précise les paramètres des programmes en tenant compte des rôles et des responsabilités liés à la fonction actuelle et future des gestionnaires scolaires comme le propose l'évaluatrice :

- 1) *Clarifier les objectifs et la vision du programme professionnel (M. Éd.) et du programme avec thèse (M.A. Éd.);*
- 2) *élaborer un profil de compétences pour la formation des gestionnaires scolaires;*
- 3) *ajouter une composante liée à l'identité culturelle.*

RECOMMANDATION 3

Que la Faculté des sciences de l'éducation, au cours de la révision des programmes, tienne compte des recommandations de l'évaluatrice eu égard à la structure et aux contenus :

- 1) *Distinguer les deux cheminements : un cheminement profil professionnel et un cheminement recherche;*
- 2) *pour le cheminement professionnel, examiner la possibilité de créer un programme de Certificat ou un Diplôme d'études supérieures de 30 crédits qui comprendrait, entre autres, les cours exigés pour le Certificat d'aptitude à la direction des écoles : ce programme pourrait devenir une passerelle pour accéder à la maîtrise professionnelle;*
- 3) *réviser le tronc commun pour l'adapter aux objectifs de chacun des cheminements;*
- 4) *intégrer à la formation des contenus reflétant les réalités actuelles en administration scolaire.*

RECOMMANDATION 4

Que la Faculté des sciences de l'éducation, en s'inspirant des modalités proposées par l'évaluatrice, voit à actualiser l'offre de cours afin de répondre davantage aux besoins actuels et futurs des gestionnaires scolaires tout en tenant compte des réalités du milieu et revoit les formules pédagogiques pour les cours enseignés à distance.

RECOMMANDATION 5

Que la Faculté des sciences de l'éducation révise les modalités d'encadrement des étudiantes et des étudiants tant au niveau du cheminement académique qu'à celui de l'encadrement des thèses et des mémoires en s'inspirant des suggestions formulées par l'évaluatrice, entre autres :

- 1) *Repenser la nécessité du contingentement dans les cours;*
- 2) *offrir la formation par cohorte;*
- 3) *avoir recours à des collègues de la Faculté, d'autres facultés, du milieu de pratique ou d'autres universités pour la codirection de thèse ou de mémoire.*

5.1 **(6.1) Évaluation des programmes en administration scolaire** (suite)**R : 03-CCJ-110131** (suite)**RECOMMANDATION 6**

Que la Faculté des sciences de l'éducation mette sur pied un Comité consultatif formé des différentes intervenantes et différents intervenants en administration scolaire (ministère de l'Éducation, districts scolaires, Université de Moncton, représentantes et représentants des gestionnaires scolaires ainsi que représentantes ou représentants étudiants) dans le but d'arriver à une concertation au niveau de la formation en administration scolaire. Que le Comité consultatif soit créé dès maintenant afin qu'il puisse donner ses avis sur les modifications à apporter aux programmes en administration scolaire.

RECOMMANDATION 7

Que la Faculté des sciences de l'éducation entreprenne des discussions avec la Faculté d'administration et la Faculté des arts et des sciences sociales afin d'examiner la possibilité d'insérer des cours de deuxième cycle en administration et en administration publique au sein des programmes en administration scolaire, et ce, afin de répondre à des besoins de formation en administration scolaire. »

Vote sur R03

unanime

ADOPTÉE

6. RAPPORT D'ÉVALUATION DES PROGRAMMES**6.1 Mineure en français langue seconde**

Voir le Document B, p. 17-23

Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche explique que le programme de la mineure en français langue seconde a été évalué par la professeure Wendy Burnett de la Mount Allison University. Le rapport final a été déposé le 6 octobre 2010 et toutes les instances concernées ont eu la chance de réagir au rapport de l'évaluatrice.

Globalement, l'évaluatrice estime que le programme est favorisé par le contexte sociodémographique actuel de la région de Moncton. Elle rappelle que le District scolaire 2 comprend un grand nombre d'élèves qui fréquentent les programmes d'immersion, soit environ 4800 élèves par année. Il s'agit là d'un bassin intéressant pour le recrutement. Aussi, selon l'évaluatrice, les objectifs du programme sont toujours pertinents. Au sujet de la structure du programme, elle note une faiblesse au niveau de la formation à l'oral. Au niveau des cours à option, elle note le manque de cours à contenu culturel et propose des précisions à certains cours obligatoires. Le Comité note que l'évaluatrice accueille favorablement le programme reconfiguré.

Au niveau de la population étudiante, on note que celle-ci demeure très motivée et est bien encadrée. L'évaluatrice émet une opinion très positive au sujet des membres du corps professoral. Enfin, l'évaluatrice propose qu'une salle de classe médiatisée soit à la disposition des étudiantes et des étudiants.

Le Comité discute de la recommandation 4. Il examine de près le taux d'inscription et le taux de diplomation en notant que l'on compte une moyenne de 9,3 étudiantes et étudiants inscrits au programme depuis trois ans. Le Comité est d'avis qu'un effort en recrutement s'avère nécessaire avant de poursuivre une réflexion sur les ressources professorales pour offrir le programme. La recommandation 4 du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche est modifiée par consensus et elle est présentée ci-dessous.

R : 04-CCJ-110131

Vaughne Madden, appuyée par Justin Guitard, fait la proposition suivante :

« Le Comité conjoint de la planification recommande au Sénat académique et au Conseil des gouverneurs l'adoption des recommandations suivantes :

6.1 **Mineure en français langue seconde** (suite)

R : 04-CCJ-110131 (suite)

RECOMMANDATION 1

Que le programme de Mineure en français langue seconde soit maintenu et que la Faculté des arts et des sciences sociales et le Département de traduction et des langues proposent aux instances concernées son projet de reconfiguration dudit programme pour approbation.

RECOMMANDATION 2

Que la Faculté et le Département entreprennent les démarches nécessaires auprès des instances concernées à l'Université afin d'étudier la possibilité d'adopter le système Moodle de diffusion de contenus gratuits et, le cas échéant, d'adopter ce système pour les professeurs et les professeurs qui enseignent au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde.

RECOMMANDATION 3

Que la Faculté et le Département, en collaboration avec le Bureau du recrutement étudiant, s'entendent sur des stratégies de recrutement auprès des écoles d'immersion, en s'inspirant des suggestions de l'évaluatrice externe.

RECOMMANDATION 4

Que, à la suite d'un effort en recrutement qui mènera à une augmentation significative du nombre d'étudiantes et d'étudiants recrutés dans le programme, la situation du corps professoral affecté au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde soit étudiée à ce moment.

RECOMMANDATION 5

Que la Faculté et le Département fassent la demande auprès des instances concernées pour la mise sur pied d'une salle médiatisée qui servirait principalement aux membres du corps professoral affectés au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde. »

Vote sur R04

unanime

ADOPTÉE

6.2 **Art dramatique**

Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche explique que le programme de Baccalauréat en art dramatique a été évalué par la professeure Martine Beaulne de l'Université du Québec à Montréal. Le rapport final a été déposé le 8 avril 2010 et toutes les instances concernées ont eu la chance de réagir au rapport de l'évaluatrice.

Globalement, l'évaluatrice indique que la formation est *porteur d'un savoir éthique et esthétique qui contribue à l'avancement de la recherche et de la création théâtrale en Acadie*. Sur la question des objectifs du programme, elle suggère des améliorations par le biais de stages dans d'autres domaines du travail. Elle note le nombre insuffisant de locaux de répétition et de salles de cours ainsi que d'espaces de rangement.

Le Comité examine les recommandations du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche ainsi que le tableau des inscriptions et des diplômées et des diplômés. Le Comité note une moyenne de 30,5 inscriptions par année depuis dix ans avec un taux de diplomation de 3,9 par année sur dix ans. Il soulève les points suivants :

6.2 **Art dramatique** (suite)

- ▶ Au sujet de la reconfiguration du programme, le Comité note que le programme présenté entraînera une dérogation aux paramètres adoptés par le Sénat académique. Le Comité conjoint de la planification souhaite connaître la position du Comité des programmes avant de se prononcer sur ce point.
- ▶ Au sujet des infrastructures matérielles, le Comité aimerait savoir si des démarches ont été entreprises pour connaître la disponibilité des théâtres dans les environs du Campus de Moncton, notamment le théâtre Escaouette et la salle de spectacle du Moncton High School. Le Comité aimerait savoir s'il est possible d'envisager des partenariats avec les dirigeantes et les dirigeants de ces infrastructures.
- ▶ Au sujet du taux de diplomation, le Comité considère que celui-ci est très peu élevé à la lumière du taux d'inscription. Certains mécanismes tels que l'évaluation du programme, la reconfiguration des programmes, le Programme d'appui à la réussite des études peuvent apporter des solutions. Toutefois, le Comité aimerait que le Département identifie les raisons qui expliquent les retraits du programme et propose des mécanismes pour augmenter le taux de diplomation.

Suivi : Faculté des arts et des sciences sociales

7. **CALENDRIER DES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES**

Voir le Document C, p. 24-32

La secrétaire générale présente le calendrier des évaluations des programmes des premier, deuxième et troisième cycles pour les années 1999 à 2011. On note que, sur les 194 programmes identifiés au départ, 165 ont été évalués entre 1999 et 2011, soit 85 %. Selon le calendrier, 29 programmes sont en cours d'évaluation ou en attente de l'être.

Le Comité demande que, pour les programmes non évalués, l'on précise dans le tableau les raisons qui expliquent les délais.

Suivi : Secrétaire générale

8. **SUIVI DU SÉNAT ACADÉMIQUE SAC-101029**

8.1 **Recommandations liées au Rapport du Comité ad hoc sur la viabilité des programmes**

Voir le Document D, p. 33-34

La secrétaire générale rappelle que plusieurs recommandations liées aux travaux du Comité *ad hoc* sur la viabilité des programmes ont été adoptées par le Sénat académique. Elle présente les recommandations 1, 2 et 11 qui touchent aux activités du Comité conjoint de la planification. Après un examen de celles-ci, le Comité est d'avis que les recommandations 1 et 2 doivent être examinées par le Comité de gouvernance. Par ailleurs, les activités entourant la recommandation 11 se feront à la lumière des travaux reliés aux recommandations 3 et 4.

9. **SUIVI DU CONSEIL DES GOUVERNEURS CGV-101127**

À noter que les recommandations portant sur l'évaluation des programmes en sciences religieuses ont été adoptées par le Conseil des gouverneurs.

10. **AFFAIRES NOUVELLES**

Aucune.

11. PROCHAINE RÉUNION

La prochaine réunion aura lieu le mardi 15 mars 2011 à 13 heures.

12. CLÔTURE

La réunion se termine à 11 h 55.

Contresigné le _____

Edgar Robichaud, président

Lynne Castonguay

Lynne Castonguay, secrétaire générale

UNIVERSITÉ DE MONCTON**Évaluation des programmes de maîtrise en administration scolaire
Maîtrise en éducation (administration scolaire)
Maîtrise ès arts en éducation (administration scolaire)****Avis du Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
au Comité conjoint de la planification**

Le Bureau du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche a confié à madame Céline Castonguay, professeure à l'Université du Québec à Rimouski, campus de Lévis, et responsable des programmes de deuxième cycle en administration scolaire, le mandat d'évaluation externe des programmes de Maîtrise en éducation (administration scolaire) et de Maîtrise ès arts en éducation (administration scolaire). Monsieur Pierre-Marcel Desjardins, professeur au Département d'économie de l'Université de Moncton, a agi à titre de consultant interne au cours du processus d'évaluation externe. La visite d'évaluation a eu lieu les 2 et 3 avril 2009 au campus de Moncton. Suivant cette visite, madame Castonguay a remis son rapport préliminaire le 13 juillet 2009 et son rapport final le 2 décembre 2009.

Tel que prévu dans la politique relativement à l'évaluation des programmes de l'Université, le doyen de la Faculté des sciences de l'éducation, la vice-doyenne de la Faculté des études supérieures et de la recherche ainsi que le responsable des programmes en administration scolaire ont eu l'occasion de réagir au rapport de l'évaluatrice. Les personnes qui ont fait parvenir leurs réactions ont indiqué une satisfaction générale face au rapport final d'évaluation.

1- Introduction

L'évaluatrice reconnaît l'importance des programmes de maîtrise en administration scolaire tant pour l'Université de Moncton que pour le milieu francophone du Nouveau-Brunswick. Selon elle, ces programmes participent à la formation des directrices et directeurs scolaires francophones de la région de l'Atlantique. Ils contribuent à l'avancement des connaissances dans le domaine en plus d'alimenter le programme de doctorat en éducation (six étudiantes et étudiants sur 25 proviennent de la mention administration scolaire). Elle voit ces programmes comme essentiels et se prononce en faveur de leur maintien. Elle souligne la qualité et les compétences des ressources professorales associées à l'administration scolaire.

Par ailleurs, bien que les programmes méritent d'être maintenus, l'évaluatrice croit qu'ils doivent subir des changements importants par rapport : a) aux objectifs, aux valeurs et à la qualité des programmes, b) à la structure et au contenu des programmes, c) à la gestion des programmes, et d) à la qualité des ressources humaines.

2- Objectifs, valeurs et qualité du programme

La Faculté des sciences de l'éducation articule sa vision de la formation à l'enseignement autour de trois concepts : la pédagogie actualisante, la pédagogie

expérientielle et l'interdisciplinarité. Ce sont les fils conducteurs qui semblent guider la formation tant dans les programmes de premier cycle que ceux de deuxième cycle. L'évaluatrice remet en question la pertinence de cette vision pour l'administration scolaire puisqu'on ne fait référence qu'aux enseignantes et enseignants dans le document sans mention des gestionnaires scolaires. De plus, selon l'évaluatrice, l'interdisciplinarité se traduit par le tronc commun obligatoire à toutes les mentions. Elle estime que la formation générale ou commune aux trois mentions se fait au détriment d'une formation plus spécialisée en administration scolaire. Elle ne remet pas en question la qualité des programmes ni leur pertinence, puisque ceux-ci sont très fréquentés (en moyenne 29 admissions à temps partiel et 13 admissions à temps plein sont comptabilisées annuellement depuis les cinq dernières années ; voir le tableau à la fin de cette partie du texte.). Par ailleurs, le nombre de diplômées et de diplômés à la M.A. Éd. est très faible. Elle déplore quelque peu, toutefois, l'absence de vision, d'objectifs, de connaissances et de compétences à développer pour les gestionnaires scolaires dans les documents décrivant la mention administration scolaire et souhaiterait que ces visées soient précisées davantage.

3- Structure et contenu du programme

L'évaluatrice ne remet pas en cause le programme de M.A. Éd. (administration scolaire), puisqu'il prépare bien aux études doctorales. Ses commentaires s'adressent surtout au programme de M. Éd. (administration scolaire) et au Certificat d'aptitude à la direction d'écoles qu'elle qualifie de « formation dite spécialisée ».

Elle note que la plupart des étudiantes et étudiants s'inscrivent à temps partiel parce qu'ils ne peuvent pas obtenir de congés d'études pour étudier à temps plein. Aussi, comme le ministère de l'Éducation du NB ne requiert pas la maîtrise pour l'obtention du Certificat 6, l'augmentation des inscriptions aux cours se fait au détriment du nombre d'inscrits au niveau du programme même. De plus, les inscriptions aux cours sont contingentées à un nombre limité d'étudiantes et étudiants sans égard à leur statut d'admission à un programme ou non. Conséquemment, certains ont de la difficulté à s'inscrire à des cours même si ces cours font partie de leur cheminement, ce qui les retarde dans la progression de leurs études. Elle croit que cette pratique devrait être repensée.

Bien qu'elle reconnaisse l'importance et la nécessité du volet recherche dans la formation à la M. Éd. (administration scolaire), l'évaluatrice estime qu'il y aurait lieu de réviser la structure du programme pour créer un cheminement différent qui aurait pour effet de diminuer le contenu en recherche et de le remplacer par des contenus plus spécifiques à l'administration scolaire. Ceci pourrait se réaliser par la création d'un Certificat d'études supérieures de 30 crédits qui comprendrait les crédits du Certificat d'aptitude à la direction des écoles ainsi que les crédits gérés par les districts scolaires (à l'instar des instances facultaires, nous ne voyons pas comment les cours offerts par les districts scolaires pourraient être crédités en vue du programme universitaire sans l'appui des membres du corps professoral de l'Université). Une passerelle de 15 crédits supplémentaires donnerait l'occasion d'accéder à la maîtrise professionnelle. Elle suggère de considérer la possibilité de permettre aux étudiantes et étudiants de choisir comme activité de synthèse soit un stage en administration scolaire ou le mémoire. Pour sa part, la Faculté souhaite maintenir les cours de statistiques et de recherche comme exigences d'entrée au programme.

Quant au contenu des cours, elle remarque certaines lacunes en ce qui concerne des thèmes comme l'évaluation institutionnelle, le leadership ainsi que l'éthique et la gestion scolaire. En outre, elle fait des suggestions relativement à l'ajout de différents contenus qui répondent aux besoins actuels de la formation des gestionnaires scolaires. Elle suggère également la mise à jour du cours EDUC 6020 Tendances nouvelles et l'abolition du cours EDUC 6123 Administration scolaire II et son remplacement par de nouveaux contenus. Sur le plan pédagogique, l'évaluatrice recommande de réviser les méthodes pédagogiques pour les cours livrés à distance.

4- Gestion du programme

Au Nouveau-Brunswick, trois instances jouent un rôle dans la formation des gestionnaires scolaires : a) le ministère de l'Éducation qui décerne le Certificat d'aptitude à la direction d'école et en détermine les exigences, b) les districts scolaires qui parrainent quatre cours de ce Certificat, et c) l'Université de Moncton qui doit reconnaître les crédits du Certificat et qui décerne le diplôme de maîtrise en administration scolaire. L'évaluatrice note qu'il semble y avoir peu de communication et de concertation entre ces diverses instances. Les propos du doyen de la Faculté des sciences de l'éducation sont éloquentes à ce sujet. « Un partenariat plus étroit entre la Faculté, les districts et le Ministère assurera un meilleur arrimage entre les modules visés pour le Certificat d'aptitude à la direction et la formation offerte dans le cadre de la maîtrise en éducation – mention administration scolaire. » De plus, l'évaluatrice incite à explorer d'autres avenues face aux activités de formation pratique, tel le mentorat. Il nous paraît opportun, afin d'assurer une collaboration constante entre les divers intervenants et intervenantes, de mettre sur pied un comité consultatif au programme d'administration scolaire, et ce, dans les plus brefs délais afin que le Comité puisse donner son avis quant aux modifications éventuelles des programmes.

Par ailleurs, l'encadrement a fait l'objet de plusieurs critiques de la part des étudiantes et étudiants qui ont rencontré l'évaluatrice lors de sa visite, et cela, à deux niveaux : le cheminement académique et l'encadrement du mémoire ou de la thèse. Pour le cheminement académique, elle fait deux suggestions : a) que cette tâche soit partagée avec une adjointe ou un adjoint administratif; et b) que l'on étudie la possibilité de la formation par cohorte. Quant à l'encadrement des mémoires et des thèses, elle offre des pistes à considérer comme la codirection de thèses par des collègues d'autres universités ou encore des praticiennes et praticiens d'expérience titulaires d'une maîtrise en administration scolaire pour accompagner les activités de synthèse des étudiantes et étudiants à la M. Éd. (administration scolaire).

5- Qualité des ressources humaines

L'évaluatrice mentionne le peu de ressources professorales qui interviennent dans ce programme et que les dégrèvements pour la recherche sont élevés. Aussi, elle se dit déçue de ne pas avoir eu accès à la productivité en recherche tant de la part du corps professoral, que des étudiantes et étudiants ainsi que du Groupe d'étude et de recherche en administration scolaire (GERAS).

Elle souligne que l'équipe en administration scolaire pourrait être complétée par l'embauche de chargées et chargés d'enseignement ou encore de praticiennes ou praticiens d'expérience titulaires d'une maîtrise, si ces derniers sont bien encadrés par l'équipe déjà en place.

Une piste qui n'a pas été considérée par l'évaluatrice mais que nous pensons propice est d'explorer les possibilités de collaboration avec le Département d'administration publique et la Faculté d'administration pour l'intégration de certains cours d'administration publique ou d'administration en administration scolaire. À titre d'exemple, nous pensons à des thèmes comme la gestion publique, la gestion et le changement et la gestion des ressources humaines en administration publique ou à l'administration du personnel en administration.

6- Qualité des ressources matérielles et physiques

L'Université met à la disposition du programme des ressources de qualité aux dires de l'évaluatrice. Les locaux répondent aux besoins et correspondent aux normes généralement rencontrées pour ce type de formation. Les ressources documentaires et informationnelles sont nombreuses et variées. Les étudiantes et étudiants lui ont exprimé leur satisfaction face aux services de la bibliothèque Champlain et la rapidité avec laquelle le personnel répond à leurs demandes.

7- Conclusion

Selon le rapport de l'évaluatrice madame Céline Castonguay, les programmes de maîtrise en administration scolaire sont importants pour l'Université de Moncton et pour le milieu francophone du Nouveau-Brunswick. Toutefois, les responsables doivent articuler plus clairement la mission et les objectifs du programme ainsi que les connaissances et les compétences à développer chez les gestionnaires scolaires. Distinguer les profils de formation pour la M. Éd. et la M.A. Éd. (administration scolaire) serait avantageux; mettre à jour le contenu de certains cours et ajouter des thèmes qui ne font pas partie de la formation actuelle pourraient améliorer le programme de formation.

Au plan pédagogique, les méthodes employées pour l'enseignement à distance gagneraient à être révisées. Il y a lieu de développer une meilleure concertation entre la Faculté, le ministère de l'Éducation et les districts scolaires au niveau de la formation en gestion scolaire. Par ailleurs, l'encadrement des étudiantes et étudiants mérite une attention certaine. La qualité des ressources professorales n'est pas remise en question, mais la Faculté et la direction des programmes doivent penser à des moyens innovateurs pour assurer l'encadrement des étudiantes et étudiants et l'enseignement des cours. Enfin, l'Université met à la disposition du programme des ressources de qualité.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations qui suivent s'inspirent des constats et recommandations de l'évaluatrice externe ainsi que des commentaires des instances concernées de l'Université.

RECOMMANDATION 1

Que les programmes de Maîtrise en éducation (administration scolaire) et de Maîtrise ès arts en éducation (administration scolaire) soient maintenus moyennant les modifications proposées dans les recommandations qui suivent.

RECOMMANDATION 2

Que la Faculté des sciences de l'éducation précise les paramètres des programmes en tenant compte des rôles et responsabilités liés à la fonction actuelle et future des gestionnaires scolaires comme le propose l'évaluatrice :

- 1) clarifier les objectifs et la vision du programme professionnel (M. Éd.) et du programme avec thèse (M.A. Éd.) ;
- 2) élaborer un profil de compétences pour la formation des gestionnaires scolaires;
- 3) ajouter une composante liée à l'identité culturelle.

RECOMMANDATION 3

Que la Faculté des sciences de l'éducation, au cours de la révision des programmes, tienne compte des recommandations de l'évaluatrice eu égard à la structure et aux contenus :

- 1) distinguer les deux cheminements : un cheminement profil professionnel et un cheminement recherche;
- 2) pour le cheminement professionnel, examiner la possibilité de créer un programme de Certificat ou un Diplôme d'études supérieures de 30 crédits qui comprendrait, entre autres, les cours exigés pour le Certificat d'aptitude à la direction des écoles : ce programme pourrait devenir une passerelle pour accéder à la maîtrise professionnelle;
- 3) réviser le tronc commun pour l'adapter aux objectifs de chacun des cheminements ;
- 4) intégrer à la formation des contenus reflétant les réalités actuelles en administration scolaire.

RECOMMANDATION 4

Que la Faculté des sciences de l'éducation, en s'inspirant des modalités proposées par l'évaluatrice, voit à actualiser l'offre de cours afin de répondre davantage aux besoins actuels et futurs des gestionnaires scolaires tout en tenant compte des réalités du milieu et revoit les formules pédagogiques pour les cours enseignés à distance.

RECOMMANDATION 5

Que la Faculté des sciences de l'éducation révise les modalités d'encadrement des étudiantes et étudiants tant au niveau du cheminement académique qu'à celui de l'encadrement des thèses et des mémoires en s'inspirant des suggestions formulées par l'évaluatrice, entre autres :

- 1) repenser la nécessité du contingentement dans les cours;
- 2) offrir la formation par cohorte;
- 3) avoir recours à des collègues de la Faculté, d'autres facultés, du milieu de pratique ou d'autres universités pour la codirection de thèse ou de mémoire.

RECOMMANDATION 6

Que la Faculté des sciences de l'éducation mette sur pied un Comité consultatif formé des différents intervenants et intervenantes en administration scolaire (ministère de l'Éducation, districts scolaires, Université de Moncton, représentantes et représentants des gestionnaires scolaires ainsi que représentantes ou représentants étudiants) dans le but d'arriver à une concertation au niveau de la formation en administration scolaire. Que le Comité consultatif soit créé dès maintenant afin qu'il puisse donner ses avis sur les modifications à apporter aux programmes en administration scolaire.

RECOMMANDATION 7

Que la Faculté des sciences de l'éducation entreprenne des discussions avec la Faculté d'administration et la Faculté des arts et des sciences sociales afin d'examiner la possibilité d'insérer des cours de 2^e cycle en administration et en administration publique au sein des programmes en administration scolaire, et ce, afin de répondre à des besoins de formation en administration scolaire.

RECOMMANDATION DU COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

« Le Comité conjoint de la planification recommande au Sénat académique et au Conseil des gouverneurs l'adoption des recommandations suivantes :

RECOMMANDATION 1

Que les programmes de Maîtrise en éducation (administration scolaire) et de Maîtrise ès arts en éducation (administration scolaire) soient maintenus moyennant les modifications proposées dans les recommandations qui suivent.

RECOMMANDATION 2

Que la Faculté des sciences de l'éducation précise les paramètres des programmes en tenant compte des rôles et des responsabilités liés à la fonction actuelle et future des gestionnaires scolaires comme le propose l'évaluatrice :

- 1) Clarifier les objectifs et la vision du programme professionnel (M. Éd.) et du programme avec thèse (M.A. Éd.);
- 2) élaborer un profil de compétences pour la formation des gestionnaires scolaires;
- 3) ajouter une composante liée à l'identité culturelle.

RECOMMANDATION 3

Que la Faculté des sciences de l'éducation, au cours de la révision des programmes, tienne compte des recommandations de l'évaluatrice eu égard à la structure et aux contenus :

- 1) Distinguer les deux cheminements : un cheminement profil professionnel et un cheminement recherche;
- 2) pour le cheminement professionnel, examiner la possibilité de créer un programme de Certificat ou un Diplôme d'études supérieures de 30 crédits qui comprendrait, entre autres, les cours exigés pour le Certificat d'aptitude à la direction des écoles : ce programme pourrait devenir une passerelle pour accéder à la maîtrise professionnelle;
- 3) réviser le tronc commun pour l'adapter aux objectifs de chacun des cheminements;
- 4) intégrer à la formation des contenus reflétant les réalités actuelles en administration scolaire.

RECOMMANDATION 4

Que la Faculté des sciences de l'éducation, en s'inspirant des modalités proposées par l'évaluatrice, voit à actualiser l'offre de cours afin de répondre davantage aux besoins actuels et futurs des gestionnaires scolaires tout en tenant compte des réalités du milieu et revoit les formules pédagogiques pour les cours enseignés à distance.

RECOMMANDATION 5

Que la Faculté des sciences de l'éducation révise les modalités d'encadrement des étudiantes et des étudiants tant au niveau du cheminement académique qu'à celui de l'encadrement des thèses et des mémoires en s'inspirant des suggestions formulées par l'évaluatrice, entre autres :

- 1) Repenser la nécessité du contingentement dans les cours;*
- 2) offrir la formation par cohorte;*
- 3) avoir recours à des collègues de la Faculté, d'autres facultés, du milieu de pratique ou d'autres universités pour la codirection de thèse ou de mémoire.*

RECOMMANDATION 6

Que la Faculté des sciences de l'éducation mette sur pied un Comité consultatif formé des différentes intervenantes et différents intervenants en administration scolaire (ministère de l'Éducation, districts scolaires, Université de Moncton, représentantes et représentants des gestionnaires scolaires ainsi que représentantes ou représentants étudiants) dans le but d'arriver à une concertation au niveau de la formation en administration scolaire. Que le Comité consultatif soit créé dès maintenant afin qu'il puisse donner ses avis sur les modifications à apporter aux programmes en administration scolaire.

RECOMMANDATION 7

Que la Faculté des sciences de l'éducation entreprenne des discussions avec la Faculté d'administration et la Faculté des arts et des sciences sociales afin d'examiner la possibilité d'insérer des cours de deuxième cycle en administration et en administration publique au sein des programmes en administration scolaire, et ce, afin de répondre à des besoins de formation en administration scolaire. »

UNIVERSITÉ DE MONCTON**Évaluation de la mineure en français langue seconde****Avis du Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
au Comité conjoint de la planification**

Les 29 et 31 mars 2010, la professeure Wendy Burnett, de l'Université Mount Allison, visitait le campus de Moncton en tant qu'évaluatrice externe afin d'examiner notre programme de Mineure en français langue seconde et de donner son avis au sujet de ce programme. La professeure Burnett remettait son rapport préliminaire le 26 mai 2010 et son rapport final le 7 octobre 2010.

Tel que prévu dans la politique d'évaluation des programmes, la doyenne de la Faculté des arts et des sciences sociales ainsi que le Département de traduction et langues ont eu l'occasion de réagir aux rapports préliminaire et final de l'évaluatrice.

Le texte qui suit présente les points saillants du rapport de la professeure Burnett et quelques réactions des diverses instances concernées de l'Université. Par la suite sont présentés les avis et recommandations du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche au Comité conjoint de la planification académique relativement au programme de Mineure en français langue seconde.

1- INTRODUCTION

L'évaluatrice externe prétend que pour bien évaluer la valeur du programme de Mineure en français langue seconde, « il faut prendre en considération la base du programme – ses objectifs et son contexte sociodémographique ». Son analyse repose donc sur l'appréciation des objectifs du programme, la nature du programme, les approches pédagogiques, la population étudiante, le corps professoral et les ressources matérielles affectés au programme.

Le programme de Mineure en français langue seconde, ajoute l'évaluatrice, est favorisé par « le contexte sociodémographique actuel » de la grande région de Moncton. Elle rapporte que le District scolaire 2 à lui seul comprend un grand nombre d'élèves qui fréquentent les programmes d'immersion (une vérification auprès du district scolaire 2 indique un taux de fréquentation de 4 805 pour l'année en cours). Pour plusieurs d'entre eux, l'idée de poursuivre des études universitaires au campus de Moncton peut représenter un atout important.

2- LES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Selon l'évaluatrice, « les objectifs visés par les concepteurs du programme sont toujours pertinents ». Elle reconnaît le bien-fondé du programme. On retrouve le résumé de sa pensée dans le passage suivant :

Le programme de Mineure en français langue seconde continue à être un programme unique, surtout en ce qui concerne l'acquisition des compétences orales (...) et des connaissances dans la culture acadienne, grâce à l'encadrement du Groupe-pont à la communauté universitaire et aux cours à option (et) obligatoires.

Le remaniement des objectifs proposé dans le cadre de la reconfiguration du programme semble donner plus d'envergure au programme au dire de l'évaluatrice.

3- LA NATURE DU PROGRAMME

Le programme de Mineure en français langue seconde devient un programme très pertinent pour les étudiantes et étudiants provenant des programmes d'immersion, en ce sens, selon l'évaluatrice, qu'il leur permet de perfectionner « leurs compétences écrites et orales en français langue seconde » tout en acquérant « des connaissances culturelles francophones » qui leur offrent l'occasion de poursuivre une formation universitaire en français à l'Université de Moncton.

3.1 La structure du programme

L'examen de la liste des cours fait dire à l'évaluatrice « que le programme actuel donne la priorité à l'expression écrite et aux études littéraires ». Elle déplore le fait que le programme n'inclut pas suffisamment de formation à l'oral. Les témoignages des étudiantes et des étudiants ont confirmé à l'évaluatrice qu'ils ne se sentaient pas assez à l'aise à l'oral pour intervenir dans d'autres classes. Le Département a déjà corrigé cette lacune en créant un cours en français oral qui apparaît dans le Répertoire de cette année (2010-2011). L'évaluatrice suggère également « d'augmenter le nombre de cours à contenu culturel ». Le Département est en accord avec cette suggestion.

3.2 Les cours obligatoires et les cours à option

De façon générale, plusieurs des cours dans le programme actuel semblent répondre aux besoins des étudiantes et étudiants d'immersion. L'évaluatrice suggère d'apporter quelques précisions à certains cours et elle réitère sa suggestion « d'offrir un cours de renforcement des compétences orales au début de leur cheminement ».

Quant aux cours à option, l'évaluatrice déplore le manque de cours à contenu culturel ainsi que la difficulté de s'inscrire aux cours optionnels qui sont souvent « inaccessibles ».

3.3 Le programme reconfiguré de mineure en français langue seconde

L'évaluatrice accueille favorablement le programme reconfiguré de mineure en français langue seconde. Au dire de l'évaluatrice, ce programme reconfiguré règle trois irritants ou lacunes retrouvés dans le programme actuel, en ce sens qu'il comprend un cours en français oral, davantage de cours avec un contenu culturel et des cours à option plus accessibles. L'évaluatrice recommande que ce

programme reconfiguré soit accepté. Le Département et la Faculté appuient pleinement cette proposition.

3.4 La mineure en français langue seconde et les programmes en éducation

Auparavant, seul le programme du secondaire de B.A.-B.Éd avec majeure était disponible aux étudiantes et étudiants provenant des programmes d'immersion inscrits à la Mineure en français langue seconde. Étant donné que le B.A.-B.Éd. (primaire) ne comportait pas de mineure, les étudiantes et étudiants en provenance de l'immersion qui s'intéressaient à ce programme devaient faire les cours réguliers de français en plus des cours de français langue seconde suivis dans le cadre du Groupe-pont, ce qui demandait à ces étudiantes et étudiants une formation d'au-delà de cinq ans.

Récemment, la Faculté des arts et des sciences sociales, les responsables du secteur langue et du Groupe-pont ainsi que la Faculté des sciences de l'éducation sont arrivés à une entente d'équivalence en ce qui a trait aux cours de formation linguistique et aux cours de français langue, de sorte que les étudiantes et étudiants provenant du Groupe-pont peuvent maintenant s'inscrire au B.A.-B.Éd. (primaire) sans avoir à prolonger leur formation.

Cet arrangement ouvre les portes aux étudiantes et étudiants du Groupe-pont qui s'intéressent à l'enseignement au primaire et qui souhaitent éventuellement retourner enseigner en immersion dans leur milieu.

4- LES APPROCHES PÉDAGOGIQUES

L'évaluatrice reconnaît que l'enseignement qui se fait auprès du Groupe-pont et dans le cadre de la Mineure en français langue seconde prend sa source dans une variété d'approches pédagogiques, entre autres : « la présentation magistrale, les travaux pratiques, les exercices informatisés, les travaux écrits, les présentations en classe, les discussions, les travaux avec tuteur/trice, (...), les cours en ligne ».

Afin de rendre plus flexible la diffusion du matériel pédagogique, l'évaluatrice recommande que soit considérée « l'adoption du système Moodle, un système de diffusion de contenus gratuit pour les institutions d'enseignement ». Nous convenons que la Faculté et le Département pourraient faire les démarches auprès des instances concernées de l'Université afin de vérifier la possibilité d'adopter un tel système. Le Département est en accord avec cette démarche.

5- LA POPULATION ÉTUDIANTE

Les consultations auprès des étudiantes et des étudiants ont permis à l'évaluatrice de constater que ces derniers sont très motivés envers leur formation en français langue seconde et ils se sentent bien encadrés. Ils sont encouragés « à faire partie des activités sur le campus », telles que l'assistance aux spectacles universitaires. Ces activités leur permettent de s'intégrer plus facilement au milieu universitaire.

L'évaluatrice suggère qu'au moment de faire du recrutement dans les écoles d'immersion, il conviendrait que les recruteurs amènent avec eux une étudiante ou un étudiant en provenance de l'école visitée. Elle fait aussi d'autres suggestions qu'il conviendrait de discuter avec le Bureau du recrutement étudiant et de les mettre en œuvre le cas échéant.

Le tableau des inscriptions et des diplômées/diplômés nous indique que, même si on a assisté à une augmentation ces dernières années, il reste que les inscriptions à ce programme ne sont pas très élevées. De là l'importance de se doter de bonnes stratégies de recrutement. Le nombre de diplômées/diplômés n'est pas très élevé non plus. Par ailleurs, l'Université reçoit chaque année une trentaine d'étudiantes et d'étudiants au Groupe-pont.

6- LE CORPS PROFESSORAL

L'évaluatrice externe a une opinion positive des membres du corps professoral affectés au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde. Elle avance que « Les étudiants affirment que les professeurs sont extrêmement compétents et que leurs efforts soutenus sont très appréciés ». Afin d'assurer une plus grande stabilité au programme, l'évaluatrice recommande que le poste temporaire de la professeure responsable du programme soit converti en un poste régulier. Cette recommandation est appuyée par la doyenne et le Département. L'évaluatrice ajoute également qu'un poste à plein temps devrait être ajouté « pour assurer le fonctionnement de la reconfiguration proposée de programme ». La Faculté et le Département pourraient étudier la situation et préparer une demande documentée aux instances concernées relativement aux ressources professorales nécessaires pour offrir les programmes du Groupe-pont et de Mineure en français langue seconde, étant donné que l'Université a déjà ciblé les diplômées et diplômés des programmes d'immersion dans son axe privilégié de recrutement.

7- LES RESSOURCES MATÉRIELLES

De façon générale, les ressources matérielles semblent suffisantes, mais compte tenu du type d'enseignement offert, l'évaluatrice recommande que la salle de classe soit médiatisée. Cette recommandation est pleinement appuyée par le Département.

Tableau des inscriptions et des diplômées et diplômés
pour la mineure en français langue seconde

		INSCRIPTIONS *									DIPLOMÉES/DIPLOMÉS			
Programme	Mineure en français langue seconde	2006- 2007	2007- 2008	2008- 2009	2009- 2010	2010- 2011	2005- 2006	2006- 2007	2007- 2008	2008- 2009	2009- 2010			
		4	7	11	8	9	1	3	2	1	4			

Source : Registraire (U de M)

RECOMMANDATIONS

Les recommandations qui suivent s'inspirent des constatations et recommandations de l'évaluatrice externe ainsi que des commentaires et réactions des instances facultaires.

RECOMMANDATION 1

Que le programme de Mineure en français langue seconde soit maintenu et que la Faculté des arts et des sciences sociales et le Département de traduction et des langues proposent aux instances concernées son projet de reconfiguration dudit programme pour approbation.

RECOMMANDATION 2

Que la Faculté et le Département entreprennent les démarches nécessaires auprès des instances concernées à l'Université afin d'étudier la possibilité d'adopter le système Moodle de diffusion de contenus gratuit et, le cas échéant, d'adopter ce système pour les professeures et professeurs qui enseignent aux Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde.

RECOMMANDATION 3

Que la Faculté et le Département, en collaboration avec le Bureau du recrutement étudiant, s'entendent sur des stratégies de recrutement auprès des écoles d'immersion, en s'inspirant des suggestions de l'évaluatrice externe.

RECOMMANDATION 4

Que la Faculté et le Département étudient la situation du corps professoral affecté au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde et fasse une demande documentée aux instances concernées relativement aux ressources professorales nécessaires pour offrir ces programmes, étant donné que l'Université a déjà ciblé les diplômées et diplômés des programmes d'immersion dans son axe privilégié de recrutement.

RECOMMANDATION 5

Que la Faculté et le Département fassent la demande auprès des instances concernées pour la mise sur pied d'une salle médiatisée qui servirait principalement aux membres du corps professoral affectés au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

« Le Comité conjoint de la planification recommande au Sénat académique et au Conseil des gouverneurs l'adoption des recommandations suivantes :

RECOMMANDATION 1

Que le programme de Mineure en français langue seconde soit maintenu et que la Faculté des arts et des sciences sociales et le Département de traduction et des langues proposent aux instances concernées son projet de reconfiguration dudit programme pour approbation.

RECOMMANDATION 2

Que la Faculté et le Département entreprennent les démarches nécessaires auprès des instances concernées à l'Université afin d'étudier la possibilité d'adopter le système Moodle de diffusion de contenus gratuits et, le cas échéant, d'adopter ce système pour les professeurs et les professeurs qui enseignent au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde.

RECOMMANDATION 3

Que la Faculté et le Département, en collaboration avec le Bureau du recrutement étudiant, s'entendent sur des stratégies de recrutement auprès des écoles d'immersion, en s'inspirant des suggestions de l'évaluatrice externe.

RECOMMANDATION 4

Que, à la suite d'un effort en recrutement qui mènera à une augmentation significative du nombre d'étudiantes et d'étudiants recrutés dans le programme, la situation du corps professoral affecté au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde soit étudiée à ce moment.

RECOMMANDATION 5

Que la Faculté et le Département fassent la demande auprès des instances concernées pour la mise sur pied d'une salle médiatisée qui servirait principalement aux membres du corps professoral affectés au Groupe-pont et à la Mineure en français langue seconde. »

CALENDRIER
Évaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
1999-2000	Odyssée humaine		septembre 2000
2000-2001	Anglais	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A. (maîtrise en anglais) ▪ Mineure en anglais 	mars 2003
	Arts visuels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A.V. ▪ B.A.V. (orientation enseignement) 	janvier 2007
	Biologie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.Sc. (spécialisation en biologie) ▪ B.Sc. (maîtrise en biologie) ▪ Mineure en biologie ▪ B.Sc. (maîtrise en biologie-régime coopératif) ▪ B.Sc. (spécialisation en biologie - régime coopératif) ▪ M.Sc. (biologie) 	mars 2005
	Économie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. soc. (spécialisation en économie) ▪ B. Sc. soc. (maîtrise en économie) ▪ Mineure en économie ▪ M.A. (économie) 	octobre 2005
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ M.E.E. 	août 2002
	Philosophie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A. (spécialisation en philosophie) ▪ B.A. (maîtrise en philosophie) ▪ Mineure en philosophie ▪ M.A. (philosophie) 	janvier 2004
	Sciences religieuses	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mineure en sciences religieuses ▪ Certificat en études pastorales 	octobre 2010

CALENDRIER
Evaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
	Technologies de l'information	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Certificat de 2^e cycle en TI ▪ Diplôme d'études supérieures en TI – coop 	mai 2004
2001-2002	Administration	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A.A. (Général) –Tronc commun ▪ BAA – concentration : <ul style="list-style-type: none"> □ Comptabilité □ Finance □ Systèmes d'information organisationnels □ gestion des opérations et option coop □ management □ marketing ▪ Baccalauréat en commerce ▪ Mineure en comptabilité ▪ Mineure en finance ▪ Mineure en informatique de gestion ▪ Mineure en management ▪ Mineure en marketing ▪ Mineure en gestion des opérations ▪ Mineure en sciences de la gestion ▪ Mineure en technologie de gestion ▪ Dipl. A.A. ▪ Certificat en administration du personnel ▪ Certificat en comptabilité ▪ Certificat en comptabilité-finance ▪ Certificat en gestion des opérations- ▪ Informatique de gestion ▪ Certificat en management ▪ Certificat en marketing ▪ M.B.A. – coopératif ▪ M.B.A. 	mars 2004 (2 ^e cycle) octobre 2003 (1 ^{er} cycle)

CALENDRIER
Evaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
	Art dramatique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A.D. 	janvier 2011
	Biochimie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.Sc. (spécialisation en biochimie) ▪ B.Sc. (majeure en biochimie) ▪ Mineure en biochimie ▪ B.Sc. (spécialisation en biochimie) – régime coopératif ▪ M.Sc. (biochimie) 	octobre 2006
	Etudes familiales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A. (majeure en études familiales) ▪ B.A.-Bed – majeure en études familiales ▪ Mineure en développement personnel et social ▪ M.Sc. (études familiales) ▪ Certificat de formation complémentaire en sciences familiales 	janvier et septembre 2004 (1 ^{er} cycle) septembre 2004 (2 ^e cycle)
	Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.Sc. (nutrition) ▪ B.Sc. (nutrition – option coop) ▪ M.Sc. (nutrition-alimentation) 	mars 2004
	Sciences et technologie des aliments (Biotechnologie)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.Sc. en sciences et technologie des aliments (biotechnologie) 	mai 2005
	Travail social	<ul style="list-style-type: none"> ▪ M.T.S. 	février 2006
2002-2003	Arts	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mineure pluridisciplinaire en beaux-arts 	Abol - SAC-100305
	Chimie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.Sc. (spécialisation en chimie) ▪ B.Sc. (majeure en chimie) ▪ Mineure en chimie ▪ B.Sc. (spécialisation en chimie) – Régime coopératif ▪ B.Sc. (majeure en chimie) – Régime 	février 2006

CALENDRIER
Evaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ M. Sc. (chimie) coopératif 	
	Génie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. A. (génie civil) ▪ B. Sc. A. (électrique) ▪ B. Sc. A. (industriel) ▪ B. Sc. A. (mécanique) ▪ B. T. B. Ed. (majeure en technologie de l'industrie) 	Civil février 2005 Électrique mars 2005
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. A. - Régime coopératif (génie civil) ▪ B. Sc. A. - Régime coopératif (génie électrique) ▪ B. Sc. A. - Régime coopératif (génie industriel) ▪ B. Sc. A. - Régime coopératif (génie mécanique) ▪ M. Sc. A. 	Industriel février 2005 Mécanique février 2005 2 ^e cycle mars 2005
	Géographie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. A. (spécialisation en géographie) ▪ B. A. (majeure en géographie) ▪ Mineure en géographie 	février 2009
	Informatique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. I. A. ▪ B. Sc. (majeure en informatique) ▪ Mineure en informatique ▪ Baccalauréat en informatique appliquée - Régime coopératif ▪ Certificat en informatique 	mai 2006
	Mathématiques et statistiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mathématiques : <ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. (majeure en mathématiques) ▪ Mineure en mathématiques 	avril 2006

CALENDRIER
Evaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. (majeure en mathématiques) – régime coopératif ▪ M. Sc. (mathématiques) 	
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Statistiques : ▪ Mineure en statistique appliquée ▪ Mineure en recherche opérationnelle 	
	Musique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Année préparatoire ▪ Baccalauréat en musique (général) ▪ Baccalauréat en musique (interprétation) ▪ Mineure en musique 	octobre 2008 et février 2009
	Physique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. (spécialisation en physique) ▪ B. Sc. (majeure en physique) ▪ Mineure en physique ▪ B. Sc. (spécialisation en physique) – Régime coopératif ▪ M. Sc. (physique) 	mai 2006
	Récréologie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. en récréologie ▪ Certificat en gestion des organismes associatifs (avec E.P.) 	avril 2007
	Sciences sociales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mineure en études du vieillissement ▪ Mineure en démographie ▪ Certificat en études coopératives ▪ Certificat en gérontologie 	octobre 2008
	Sociologie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. soc. (spécialisation en sociologie) ▪ B. Sc. soc. (majeure en sociologie) ▪ Mineure en sociologie ▪ Certificat en sociologie 	août 2005

CALENDRIER
Évaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
2003-2004	Administration publique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ M.A.P. ▪ Diplôme d'études supérieures en administration publique ▪ Certificat de 2^e cycle en gestion publique contemporaine 	mars 2009
	Droit	<ul style="list-style-type: none"> ▪ LL.B. ▪ Baccalauréat en droit (pour titulaire de licence en droit civil) ▪ Dip. B.C.L. ▪ LLB/M.B.E. ▪ LLB-MAP ▪ LLB-MBA 	janvier 2007
	Éducation physique et kinésiologie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.E.P.-B.Ed. (majeure en éducation physique) ▪ B. Sc. kinésiologie 	Éducation physique avril 2008 Kinésiologie octobre 2006
	Science forestière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. F. ▪ B. Sc. F. – Régime coopératif 	mai 2005
2004-2005	Études françaises	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation linguistique ▪ Programme (cours) immersion en français 	octobre 2007
	Histoire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A. (spécialisation en histoire) ▪ B.A. (majeure en histoire) ▪ Mineure en histoire ▪ M.A. (histoire) 	octobre 2009

CALENDRIER
Évaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
	Sciences de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.Ed (programme A) ▪ B.A.-B.Ed (primaire) ▪ Autres programmes combinés ▪ Baccalauréat en éducation des adultes ▪ (formation générale) ▪ Baccalauréat en éducation des adultes ▪ (formation technique) ▪ Certificat d'éducation des adultes ▪ Certificat en formation à distance multimédia 	<p>Primaire mars 2009</p> <p>Secondaire juin 2009</p> <p>Éducation des adultes octobre 2007 et février 2008</p>
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Certificat de 1^{er} cycle en développement de carrière (type A) ▪ M.Ed (administration scolaire) ▪ M.Ed (enseignement) ▪ M.Ed (enseignement ressource) ▪ M.A.Ed (administration scolaire) ▪ M.A.Ed (enseignement) ▪ M.A.Ed (enseignement ressource) ▪ M.O. ▪ M.A.O. ▪ Diplôme d'études supérieures en counseling de carrière ▪ Ph.D. 	<p>Administration scolaire octobre 2010</p> <p>Ens. et ens ressource mars 2008</p> <p>Orientation mars 2008</p> <p>Doctorat octobre 2007 et février 2008</p>
	Traduction et langues (traduction)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Trad ▪ B. Trad (programme accéléré) ▪ Mineure en traduction ▪ B. Trad – option coop 	juin 2008
	Traduction et langues (langues)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mineure – français langue seconde ▪ Immersion en français langue seconde ▪ Immersion en français écrit ▪ Certificat de formation compl. en français 	janvier 2011

CALENDRIER
Évaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
2005-2006	Études françaises (1 ^{er} cycle)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A. (spécialisation en études littéraires) ▪ B.A. (spécialisation en linguistique) ▪ B.A. (majeure en études françaises) ▪ Mineure en études françaises 	juin 2009
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bacc. ès arts (spécialisation en psychologie) ▪ Bacc. ès arts (majeure en psychologie) ▪ Bacc. ès arts (mineure en psychologie) 	février 2009
	Psychologie (1 ^{er} cycle)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ M.A. Ps. ▪ Ph.D. 	avril et octobre 2007
	Psychologie (2 ^e et 3 ^e cycles)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ M.A. Ps. ▪ Ph.D. 	
PROGRAMMES NON ÉVALUÉS OU EN COURS D'ÉVALUATION			
2002-2003	Programme préparatoire en sciences de la santé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dip. S.S. 	
2003-2004	Arts	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A. ès arts (général) ▪ B.A. multidisciplinaire ▪ Thématicque en études académiques ▪ Thématicque en études canadiennes ▪ B.A. ès arts (après le B.E.E.) 	
	Techniques radiologiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. T.R. 	
2004-2005	Information-communication (reportée en 2008-2009)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.A. (majeure en information-communication) 	

CALENDRIER
Évaluation des programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles - Université de Moncton
Années 2000-2001 à 2005-2006

ANNÉE	DISCIPLINE	PROGRAMMES	ADOPTÉ AU CCJ
	Sciences infirmières	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. Inf. (pour étudiante ou étudiant régulier) ▪ B. Sc. Inf. (pour infirmière ou infirmier immatriculé) ▪ Certificat en santé mentale et en soin infirmier psychiatrique ▪ Certificat en soin critique (pour infirmières et infirmiers immatriculés) ▪ M. Sc. Inf. ▪ M.Sc. Inf. – infirmière ou infirmier praticien 	Reconfiguration (SAC-100507)
	Science politique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. Sc. soc. (spécialisation en science politique) ▪ B. Sc. soc. (majeure en science politique) ▪ Mineure en science politique 	Visite de l'évaluateur en décembre 2010
	Sciences sociales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mineure en sciences sociales 	
2005-2006	Études françaises (2 ^e et 3 ^e cycles) (reportée en 2009-2010)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ M. A. (études littéraires) ▪ M. A. (sciences du langage) ▪ M. Fr. ▪ Ph. D. (études littéraires) ▪ Ph. D. (sciences du langage) 	
	Sciences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B.Sc. multidisciplinaire 	
	Travail social (bacc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ B. T. S. (programme régulier) ▪ B.T.S. (pour candidats ou candidats ayant une expérience pertinente de travail) ▪ B.T.S. (pour candidats ou candidats avec un baccalauréat connexe) ▪ Certificat sur les toxicomanies ▪ Années préparatoires au baccalauréat en travail social 	

Rubrique 8.1
CCJ-110131

Tiré à part du
Rapport du Comité *ad hoc* du Sénat académique
Sur la viabilité des programmes et son impact
sur l'avenir de l'Université de Moncton

4.2.1 Recommandations par rapport aux défis fonctionnels

Planification du développement académique et qualité des programmes

Parmi les pistes de solution proposées lors des consultations avec la collectivité universitaire, celle citée le plus couramment concernait l'absence d'un processus de planification académique transparent et participatif. Le besoin de bien orienter la programmation future de l'Université de Moncton constitue visiblement une action prioritaire. Les décisions relatives à la création et au maintien de programmes sont prises au gré des circonstances et des argumentaires, par exemple un financement ponctuel extérieur, ou encore la disparition des possibilités de financement.

Il existe à l'heure actuelle, en principe, un lieu permanent de planification, soit le Comité conjoint de la planification où siègent à la fois des membres du Conseil des gouverneurs et du Sénat académique. Le mandat du Comité conjoint de la planification est « de recommander les priorités à retenir dans un plan de développement à long terme de l'Université en conciliant les besoins exprimés avec les ressources » et « de recommander les étapes et les échéances de la mise en œuvre de ces priorités »¹. Toutefois, dans la pratique, ce mandat n'est pas véritablement actualisé. Le Comité juge qu'il est primordial qu'une instance académique remplisse ce mandat. De plus, nous jugeons extrêmement important que l'exercice de planification commence dans les facultés et campus.

Recommandation 1 :

Que le Sénat académique précise et renforce le mandat du Comité conjoint de la planification afin que celui-ci inclut la planification académique, et que le Sénat académique s'assure de la présence d'un membre du corps professoral, d'une doyenne ou d'un doyen, de la population étudiante et du réseau.

Recommandation 2 :

Que le Sénat académique demande au Comité conjoint de la planification de concevoir et de mettre en œuvre un processus inclusif et intégré de planification académique qui prendra naissance dans les facultés et campus, qui reposera sur la participation de toutes les unités académiques et qui touchera les programmes existants, la création de programmes et le déploiement des ressources. Les plans facultaires et des campus seront intégrés en un seul plan triennal déposé au Sénat académique et mis en circulation.

¹ *Statuts et règlements*, publié par le Secrétariat général, Mise à jour le 1^{er} septembre 2009, p. 12.

4.2.3 Recommandations par rapport aux défis de la programmation

Orientation des nouveaux programmes

En réponse aux besoins changeants de la société, de plus en plus d'universités ont amorcé le virage vers des programmes thématiques, multidisciplinaires et interdisciplinaires. Cette nouvelle génération de programmes fait éclater les frontières des programmes traditionnels, généralement très disciplinaires. Plusieurs personnes ayant participé aux séances de réflexion ont exprimé le souhait d'orienter la programmation de l'Université de Moncton vers la multidisciplinarité et l'interdisciplinarité. Cette orientation sous-entend une plus grande collaboration entre les disciplines. Le Comité pense qu'il s'agit là d'une voie prometteuse pour notre institution.

Recommandation 11 :

Que le Sénat académique, en collaboration avec le Comité conjoint de la planification, priorise le développement de programmes thématiques, multidisciplinaires et interdisciplinaires au premier cycle et aux cycles supérieurs dans sa planification académique et examine la pertinence de créer des modules académiques interdisciplinaires responsables de gérer ces programmes.